

Chaque section élit en son sein un Président et un Président suppléant.  
Le Ministre ayant l'enseignement universitaire dans ses attributions règle le fonctionnement de la Commission. »

Art. 2. L'article 8 du même arrêté est abrogé.

Art. 3. Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 décembre 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,  
M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN Vorming

N. 93 — 819

14 DECEMBER 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit d.d. 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, inz. op artikel 1;

Gelet op het koninklijk Besluit d.d. 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, inz. op artikel 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 8 oktober 1973 en artikel 8;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 9 november 1992;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

Artikel 1. In het koninklijk besluit d.d. 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften wordt artikel 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 8 oktober 1973, door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 5. De Commissie belast met het uitbrengen van het gemotiveerd advies, bepaald bij artikel 4b, omvat acht afdelingen : letteren en wijsbegeerte, rechtsgeleerdheid, wetenschappen, geneeskunde, diergeneeskunde, artseneerbereikunde, toegepaste wetenschappen, landbouwwetenschappen.

Elke afdeling is samengesteld uit één vertegenwoordiger van de Universiteit van de Franse Gemeenschap te Luik, van de « Université libre de Bruxelles », van de « Université Catholique de Louvain » en van elke andere universitaire instelling die in de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd is, diploma's uit te reiken welke verband houden met de betrokken discipline.

De leden van de Commissie worden benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort, onder het academisch personeel in actieve dienst, op de voordracht van alle betrokken universitaire instellingen.

Elke afdeling kiest uit haar leden een voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter.

De Minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort, regelt de werking van de Commissie ».

Art. 2. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 december 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
M. LEBRUN

F. 93 — 820

[S-C — 29133]

26 JANVIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les conditions auxquelles il est fait appel à des experts, recrutés sur la base de leurs compétences particulières, pour certaines prestations dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 27, § 3;

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 118;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 octobre 1992;

Vu le protocole du 10 novembre 1992 du Comité de secteur IX et du Comité des services provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Considérant qu'à partir du 1er janvier 1992, l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les conditions auxquelles il est fait appel à des experts pour certaines prestations dans l'enseignement de promotion sociale a permis le recrutement de deux catégories d'experts dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1 comme dans celui de régime 2 et qu'à ce jour, aucune rémunération n'a pu être payée à ces personnes;

Considérant qu'il y a lieu de restreindre sans retard la possibilité de faire appel à des experts au seul enseignement de promotion sociale de régime 1 et que, seule, la catégorie des experts recrutés sur la base de leurs compétences particulières doit être maintenue;

Considérant qu'il est indispensable de prendre sans retard les dispositions permettant de payer aux experts les sommes qui peuvent leur être dues depuis le 1er janvier 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

**Article 1er.** Dans le présent arrêté, par charge de cours, il faut entendre les activités d'enseignement, en ce compris l'encadrement des stages et la participation du Conseil des études.

**Art. 2.** Un expert dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1 est un membre du personnel qui, en cette qualité d'expert n'est pas soumis aux dispositions statutaires applicables aux catégories de personnels de l'enseignement et auquel sont attribuées, sur la base de ses compétences particulières, une ou plusieurs charges de cours.

Le total de ses prestations ne peut dépasser 260 périodes sur l'ensemble d'une année scolaire, en ce compris les périodes éventuellement prestées en fonction accessoire.

A titre exceptionnel, sur demande préalable motivée par des raisons pédagogiques, le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ou son délégué peut accorder une dérogation pour un maximum de 100 périodes supplémentaires.

**Art. 3.** Sans préjudice des dispositions fixées par le présent arrêté, le recrutement d'un expert, par un pouvoir organisateur de l'enseignement de promotion sociale pour assurer une charge de cours dans une section ou unité de formation de régime 1, est autorisé uniquement lorsque la charge de cours considérée requiert des compétences particulières que possède le candidat au recrutement en qualité d'expert.

**Art. 4.** L'attribution d'une charge de cours à un expert est autorisée dans le respect des dossiers de référence des sections et unités de formation de régime 1 approuvées par le Ministre sur avis conforme de la Commission de concertation visée à l'article 15 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

L'attribution d'une charge de cours à un expert est également autorisée dans le respect des dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de régime 1 approuvés visés à l'article 136 du décret précité.

**Art. 5.** Pour le membre du personnel recruté en qualité d'expert le titre de capacité requis est constitué des compétences particulières définies par le profil tel que déterminé dans les dossiers visés à l'article 4.

Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions fixe les moyens de justification des compétences particulières visées à l'alinéa précédent.

**Art. 6.** Le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement mandaté par ledit pouvoir organisateur informe l'administration du recrutement d'un expert, dans les formes et délais fixés par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

**Art. 7.** L'engagement d'un expert par un pouvoir organisateur de l'enseignement de promotion sociale fait l'objet d'un contrat de travail conclu pour un travail nettement défini.

Le contrat est signé par le représentant pouvoir organisateur ou par le chef d'établissement agissant au nom du pouvoir organisateur.

Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions établit un modèle de contrat pour les établissements d'enseignement de promotion sociale de Communauté française.

Il précise, en outre, les éléments qui doivent nécessairement figurer dans les contrats rédigés par les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné et de l'enseignement officiel subventionné.

**Art. 8. § 1er.** Les montants de la rétribution de chaque période de cours prestée par un expert dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1 organisé par la Communauté française sont établis comme suit :

1° dans l'enseignement secondaire du degré inférieur :	
— cours généraux	750 francs;
— cours techniques	750 francs;
— cours spéciaux	750 francs;
— cours de pratique professionnelle	650 francs;
— cours techniques et de pratique professionnelle	650 francs;
2° dans l'enseignement secondaire du degré supérieur :	
— cours généraux	950 francs;
— cours de psychologie, pédagogie et méthodologie	950 francs;
— cours techniques	950 francs;
— cours spéciaux	850 francs;
— cours de pratique professionnelle	700 francs;
— cours techniques et de pratique professionnelle	700 francs;
3° dans l'enseignement supérieur de type court et dans l'enseignement supérieur de type long :	
— cours généraux	1100 francs
— cours de psychologie, pédagogie et méthodologie	1 100 francs
— cours techniques	1 100 francs;
— cours spéciaux	850 francs;
— cours de pratique professionnelle	700 francs;
— cours techniques et de pratique professionnelle	700 francs.

§ 2. Pour une unité de formation considérée, les périodes consacrées au Conseil des études sont rétribuées au taux de celle de ses prestations d'expert qui est la mieux rétribuée.

Art. 9. Les subventions allouées aux experts des établissements d'enseignement de promotion sociale subventionnés par la Communauté française sont fixées conformément aux dispositions de l'article 8.

Art. 10. Les montants de base visés à l'article 8 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation; ils sont rattachés à cet indice, tel qu'il était fixé au 1er juillet 1991.

Art. 11. En cas de refus d'admission aux subventions de la section ou de l'unité de formation, les rétributions versées à l'expert font l'objet d'une récupération à charge du pouvoir organisateur concerné.

Art. 12. L'expert n'est pas soumis au contrôle du service de santé administratif.

Lors de l'engagement d'un expert étranger à l'enseignement, le candidat au recrutement, en cette qualité, doit fournir un certificat médical, datant de moins de six mois, attestant qu'il ne met pas en danger la santé des étudiants.

En cas de maladie ou d'incapacité de travail, il est tenu de remettre au chef d'établissement un certificat médical établi par le médecin de son choix. S'il échet, et selon les possibilités, les deux parties conviennent d'un horaire de récupération.

Art. 13. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les conditions auxquelles il est fait appel à des experts pour certaines prestations dans l'enseignement de promotion sociale est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1992.

Toutefois, les experts par pénurie, qui ont été engagés sur la base de l'article 2, § 1er, 2<sup>e</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 susvisé, avant le 1er septembre 1992, et dont le contrat expire au-delà de cette date, sont autorisés à poursuivre leurs activités jusqu'au terme de leur contrat.

Art. 15. Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 janvier 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

[S-C — 20133]

N. 93 — 820

26 JANUARI 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de voorwaarden waaronder een beroep wordt gedaan op deskundigen, wegens hun bijzondere bevoegdheid, voor bepaalde prestaties in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inz. artikel 27, § 3;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap, dd. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inz. artikel 118;

Gelet op het besluit van de Executieve dd. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, dd. 16 oktober 1992;

Gelet op het protocol van de gemeenschappelijke vergadering van sectorcomité IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, dd. 10 november 1992;

Overwegende dat vanaf 1 januari 1992 het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap, d.d. 27 december 1991 tot bepaling van de voorwaarden waaronder een beroep wordt gedaan op deskundigen voor bepaalde prestaties in het onderwijs voor sociale promotie of de werving mogelijk maakte van twee categorieën van deskundigen in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en van stelsel 2 en dat die personen tot heden niet bezoldigd konden worden;

Overwegende dat de mogelijkheid om een beroep te doen op deskundigen onverwijld beperkt moet worden tot het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en dat alleen de categorie van de deskundigen, geworven wegens hun bijzondere bevoegdheid, behouden moet blijven;

Overwegende dat onverwijld maatregelen moeten worden getroffen om de deskundigen de sinds 1 januari 1992 verschuldigde bedragen uit te betalen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit verstaat men onder leeropdracht de onderwijswerkzaamheden, met inbegrip van de begeleiding van de stages en van de deelneming aan de studieraad.

Art. 2. Een deskundige in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 is een personeelslid dat in die hoedanigheid van deskundige, niet onderworpen is aan de statutaire bepalingen, toepasselijk op de categorieën van het onderwijspersoneel, en aan wie één of meer leeropdrachten worden toegewezen op grond van zijn bijzondere bevoegdheid.

Het totaal van zijn prestaties kan geen 260 lestijden over het geheel schooljaar te boven gaan, met inbegrip van de eventueel als bijbetrekking gepresteerde lestijden.

Uitzonderlijk mag de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, of zijn gemachtigde, op een door opvoedkundige redenen gemotiveerd voorafgaand verzoek, een afwijking voor ten hoogste 100 bijkomende lestijden toestaan.

**Art. 3.** Onverminderd de door dit besluit vastgestelde bepalingen wordt de werving, door een inrichtende macht van het onderwijs voor sociale promotie, van een deskundige voor het vervullen van een leeropdracht in een afdeling of opleidingseenheid van stelsel 1 slechts toegestaan wanneer die leeropdracht een bijzondere bevoegdheid vereist, die de kandidaat als deskundige bezit.

**Art. 4.** De toewijzing van een leeropdracht aan een deskundige wordt toegelaten voor zover de verwijzingsdossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van stelsel 1, goedgekeurd door de Minister op eensluidend advies van de Overlegcommissie bedoeld in artikel 15 van het decreet van de Franse Gemeenschap dd. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, in acht worden genomen.

De toewijzing van een leeropdracht aan een deskundige wordt eveneens toegelaten met inachtneming van de goedgekeurde opvoedkundige dossiers van de afdelingen en opleidingseenheden van stelsel 1 die in artikel 138 van bovenvermeld decreet bedoeld worden.

**Art. 5.** Voor het als deskundige geworven personeelslid bestaat het vereiste bekwaamheidsbewijs uit de bijzondere bevoegdheid omschreven door het profiel, bepaald in de in artikel 4 bedoelde dossiers.

De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, stelt de middelen tot staving van de in vorig lid bedoelde bijzondere bevoegdheid vast.

**Art. 6.** De inrichtende macht of het inrichtingshoofd, gemachtigd door de betrokken inrichtende macht, verwiijgt het bestuur van de werving van een deskundige, in de vorm en de termijnen vastgelegd door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

**Art. 7.** De werving van een deskundige door een inrichtende macht van het onderwijs voor sociale promotie maakt het voorwerp uit van een arbeidsovereenkomst voor een duidelijk omschreven werk.

De overeenkomst wordt ondertekend door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht of door het inrichtingshoofd dat namens de inrichtende macht optreedt.

De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, maakt een overeenkomstmodel op voor de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap.

Bovendien preciseert hij de elementen die noodzakelijk moeten voorkomen in de door de inrichtende machten van het gesubsidieerd vrij onderwijs en van het gesubsidieerd officieel onderwijs opgestelde overeenkomsten.

**Art. 8. § 1.** De bedragen van de bezoldiging van elke lestijd gepresteerd door een deskundige in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs voor sociale promotie, worden als volgt vastgesteld :

1 <sup>o</sup> in het secundair onderwijs van de lagere graad :	
- algemene vakken	750 frank;
- technische vakken	750 frank;
- bijzondere vakken	750 frank;
- beroepspraktijk	850 frank;
- technische vakken en beroepspraktijk	850 frank;
2 <sup>o</sup> in het secundair onderwijs van de hogere graad :	
- algemene vakken	950 frank;
- lessen psychologie, opvoedkunde en methodiek	950 frank;
- technische vakken	950 frank;
- bijzondere vakken	850 frank;
- beroepspraktijk	700 frank;
- technische vakken en beroepspraktijk	700 frank;
3 <sup>o</sup> in het hoger onderwijs van het korte type en in het hoger onderwijs van het lange type :	
- algemene vakken	1.100 frank;
- lessen psychologie, opvoedkunde en methodiek	1100 frank;
- technische vakken	1.100 frank;
- bijzondere vakken	850 frank;
- beroepspraktijk	700 frank;
- technische vakken en beroepspraktijk	700 frank.

§ 2. Voor een opleidingseenheid worden de aan de studieraad bestede lestijden bezoldigd tegen het tarief van haar best bezoldigde prestatie van deskundige.

**Art. 9.** De toelagen die aan de deskundigen van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap worden toegekend, worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 vastgesteld.

**Art. 10.** De in artikel 8 bedoelde basisbedragen zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, zoals het op 1 juli 1991 werd vastgesteld.

**Art. 11.** Bij weigering van betoelaging van de afdeling of opleidingseenheid maakt de aan de deskundige gestorte bezoldiging het voorwerp uit van invordering ten laste van de betrokken inrichtende macht.

**Art. 12.** De deskundige is niet aan het toezicht van de administratieve gezondheidsdienst onderworpen.

Bij de aanstelling van een deskundige van buiten het onderwijs moet de kandidaat, in deze hoedanigheid, een geneeskundig attest, daterend van minder van zes maanden, voorleggen waaruit blijkt dat hij de gezondheid van de leerlingen/studenten niet in gevaar brengt.

Bij ziekte of arbeidsongeschiktheid is hij verplicht, het inrichtingshoofd een door de geneesheer van zijn keuze opgemaakt geneeskundig attest te overhandigen. Desgevallend en volgens de mogelijkheden spreken beide partijen af om een inhaalrooster in te voeren.

**Art. 13.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 27 december 1991 tot bepaling van de voorwaarden waaronder een beroep wordt gedaan op deskundigen voor bepaalde prestaties in het onderwijs voor sociale promotie, wordt opgeheven.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1992. Evenwel mogen de deskundigen die wegens schaarste geworven zijn op grond van artikel 2, § 1, 2<sup>o</sup>, van voormeld besluit dd. 27 december 1991 van de Executieve van de Franse Gemeenschap en wier contract na die datum verstrijkt, hun werkzaamheden tot het einde van die overeenkomst voortzetten.

Art. 15. De Minister onder wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie ressorteert, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 januari 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 93 — 821

**27 JANVIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
portant application des articles 2 et 4 de la loi du 7 juillet 1970  
relative à la structure générale de l'enseignement supérieur**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, modifiée par les lois des 27 juillet 1971, 6 juillet 1972 et 18 février 1977, notamment l'article 2;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire, modifiée par la loi du 31 juillet 1975, notamment l'article 11;

Attendu que l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 février 1990 portant application des articles 2 et 4 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur n'inclut pas l'enseignement supérieur artistique,

Arrête :

**Article 1er.** Sont classées dans l'enseignement supérieur artistique, de type court et de plein exercice les sections des établissements ci-après :

Localité	Matricule	Etablissement Dénomination et adresse	Res.	Sections
Bruxelles	2.044.120	Institut Bischoffsheim rue de la Blanchisserie 52 1000 Bruxelles	C	Arts du tissu Stylisme-modélisme Publicité-étalage
Bruxelles	2.044.412	Institut national supérieur des Arts du spectacle et Techniques de diffusion (INSAS) rue Thérésienne 8 1000 Bruxelles	CF	Arts du spectacle et techniques de diffusion (image, son, montage, script et interprétation dramatique)
Louvain-la-Neuve	2.076.033	Institut des Arts de diffusion (IAD) rue des Blancs Chevaux 38-40 1348 Louvain-la-Neuve	L	Arts du spectacle et techniques de diffusion (réalisation : image, son, montage, script)
Saint-Gilles	2.264.013	Institut Saint-Luc rue d'Irlande 57 1060 Bruxelles	L	Arts plastiques Dessin d'architecture Architecture d'intérieur (avec implantation à Ganshoren)
Woluwe-Saint- Lambert	2.339.020	Etablissement communal d'Enseignement supérieur artistique « Le 75 » avenue J.F. De Becker 10 1200 Bruxelles	C	Arts plastiques Photographie
Mons	5.277.065	Institut Reine Astrid avenue Reine Astrid 9 7000 Mons	L	Publicité étalage
Ramegnies-Chin	5.339.005	Institut Saint-Luc chaussée de Tournai 50 7520 Ramegnies-Chin	L	Arts plastiques
Saint-Ghislain	5.360.005	Ecoles techniques du Hainaut « Alexandre André » avenue de l'Enseignement 45 7330 Saint-Ghislain	P	Décoration pour industrie céramique-verre- livre
Liège	6.108.043	Institut Saint-Luc rue Sainte-Marie 26 4000 Liège	L	Arts plastiques Esthétique industrielle Photographie